

<http://7lameslamer.net/chagos-parc-marin-notre-combat-ne-2138.html>



Chagos/Parc marin : « Notre combat ne s'arrête pas là »

- Libérez les Chagos / Free Chagos island -



Date de mise en ligne : samedi 10 février 2018

Copyright © 7 Lames la Mer - Tous droits réservés

L'appel des Chagossiens contestant le Parc Marin a été rejeté par la Cour suprême britannique, ce 8 février 2018. « *Notre combat ne s'arrête pas là* », prévient Olivier Bancoult, leader du Groupe Réfugiés Chagos (G.R.C.).



Chagos, le paradis perdu...

Chagos/Parc marin : la vérité avec la révélation de Wikileaks

On se souvient qu'en avril 2010, le gouvernement de Londres avait pris la décision unilatérale de créer une zone protégée, dite « *Parc marin* », autour de l'archipel des Chagos.

Ce soudain intérêt pour la préservation du riche environnement de cette vaste zone cachait en fait une vérité qui éclata quelques mois plus tard.

Elle éclata après la révélation par Wikileaks d'un télégramme échangé entre les représentants gouvernementaux britannique et américain, qui démasquait les vrais motifs du Parc marin : interdire à jamais le retour des Chagossiens sur leur archipel natal.



A l'intérieur du Parc marin : une base militaire de US Army

C'est en s'appuyant sur ces preuves irréfutables qu'Olivier Bancoult conteste la légalité du Parc marin, dont la moindre des anomalies n'est pas la présence en plein coeur de la zone préservée de ... la plus grande base militaire américaine au monde hors territoire U.S, Diego Garcia !

Chagos/Parc marin : « Notre combat ne s'arrête pas là »

Mais la Cour suprême a tranché dans un autre sens ! Le câble diplomatique porteur de la vérité historique du Parc marin ne serait pas recevable devant la justice britannique.

Et l'appel des Chagossiens a été rejeté, malgré la position distincte de deux des sept juges de la Cour.



Pêche interdite dans la réserve sauf pour les occupants de la base militaire américaine de Diego Garcia. Source : Lemarin.fr.

Olivier Bancoult : « *Déçu, mais pas abattu* »

Ce positionnement différencié des juges est retenu comme un des « *points positifs* » des débats par Olivier Bancoult, qui rappelle qu'en mars 2015 le Tribunal d'arbitrage placé sous l'égide des Nations-Unies dans le cadre de la convention sur les droits de la Mer a jugé illégale la création du Parc marin et a donné raison au gouvernement mauricien.

Cette décision d'un Tribunal à l'envergure internationale n'a pas ému les Juges de la Cour suprême, qui sont passés majoritairement outre cette contradiction.

« *Déçu, mais pas abattu* », telle est la réaction d'Olivier Bancoult et des Chagossiens, qui se sont forgé résilience et persévérance au fil de leur longue lutte.



La Cour suprême a tranché dans un autre sens...

Un crime long d'un demi-siècle

Ils se tournent déjà vers ce qui devrait constituer le temps fort judiciaire de leur combat pour 2018 : la Haute Cour

Chagos/Parc marin : « Notre combat ne s'arrête pas là »

de Londres examinera du 14 au 16 mai prochain l'appel du G.R.C. contre la décision ignominieuse du 16 novembre 2016 prise par le gouvernement de Theresa May, opposant un refus absolu au droit au retour.

C'est ce jour-là que fut trahie l'option â€” pourtant maintes fois évoquée par la partie britannique â€” d'utiliser le renouvellement du bail de location de Diego Garcia pour faire cesser enfin un crime long d'un demi-siècle.

Cela dit, tous les Chagossiens ont les yeux braqués sur la Cour internationale de Justice de La Haye où se jouera sans doute la partie décisive du drame. L'heure est au dépôt des dossiers argumentés des différentes parties. Les Chagossiens ont beaucoup travaillé pour retracer toute leur histoire.



Jeremy Corbyn soutient Olivier Bancoult et ses camarades

La cause chagossienne suscite beaucoup de sympathie, comme l'exprime entre autres, dans l'océan Indien, le « *Comité Solidarité Chagos La Réunion* », et comme en témoigne la rencontre qui a eu lieu à Londres le 7 février dernier entre la délégation chagossienne et le leader du Parti travailliste Jeremy Corbyn.

Entouré de plusieurs membres de son « shadow cabinet » (en Grande-Bretagne, cabinet alternatif à celui du gouvernement), il a assuré Olivier Bancoult et ses camarades de tout son soutien, de toute son aide. Des associations, des syndicats, des jeunes, sans compter le groupe parlementaire défendant la cause chagossienne... il y a quand même du positif dans les rues et les couloirs de Londres.

Georges Gauvin, président

Alain Dreneau, secrétaire

Comité Solidarité Chagos La Réunion
